

- Etablir des partenariats avec les autorités et agences locales ou toute organisation de la société civile ayant une expertise dans le domaine de la protection de l'enfance, des jeunes, des hommes et femmes vulnérables.
- Elaborer des politiques et stratégies de sauvegarde pour la Fédération Centrafricaine de Football.
- Représenter la Fédération Centrafricaine de Football lors des réunions externes liées à la prévention en ligne et/ou en présentiel.
- Produire périodiquement et ou annuellement des rapports d'activités sur la Prévention à l'intention du Comité Exécutif.

## II – QUALIFICATIONS ET EXPERIENCE

### II -a : Connaissances et compétences :

- Niveau d'étude au minimum, BAC +3 en droit public ou un diplôme équivalent dans une discipline des sciences sociales.  
\*\* Un diplôme d'ASISTANT SOCIAL est autorisé
- Maîtriser l'outil informatique
- Avoir un excellent niveau de français écrit (+ un niveau d'intermédiaire en Anglais serait un atout)

### II -b : Aptitude et Expériences :

- Etre âgé (e) de moins de 40 ans et disponible
- Faire preuve de patience
- Capacité à travailler sous pression
- Capacité à élaborer la politique de prévention ou protection en rapport avec les valeurs culturelles du pays
- Capacité à organiser les formations et mettre en œuvre des programmes de prévention et protection
- Etre professionnel(le), discret (e), dépassionné(e) et serein dans des situations émouvantes pénibles et sensibles.
- Avoir une expérience d'au moins neuf mois (09) d'activité dans un domaine de protection de l'enfance.
- Produire une ou des lettres de recommandations attestant de votre professionnalisme dans le domaine est un atout.

## III – DOSSIER DE CANDIDATURE (PIECES A FOURNIR) :

- Une copie légalisée des diplômes
- Un certificat de travail signé du dernier employeur
- Un certificat médical d'aptitude
- Une copie de pièce d'identité ou un acte de Naissance
- Un certificat de nationalité
- Une demande manuscrite à adresser au Président de la Fédération Centrafricaine de Football

**DATE ET HEURE DE CLÔTURE DU DOSSIER : le 25 Août 2023 à 15 heures 00**

Le Secrétaire Général

Octave MAHAMAT ADIALO



2

TRI-HEBDO INDEPENDANT D'INFORMATION GENERALE  
TEL: (+236) 75030894/ 72550168/ 70401514  
Email: journalanoca@gmail.com  
Autorisation de Publication: N°009/20/HCC/P/PPPML  
Directeur de Publication: Arsène-Jonathan MOSSEAVO  
Compte bancaire: BPMC 37102775401-08  
N° RCCM: CA/BG/2021A605  
Suivez LANOCA sur: <http://lanoca.over-blog.com>

LANOCA N° 0190  
du  
« Vendredi 28 Juillet 2023  
Prix: 300 FCFA

## Centrafrique : fin de la campagne référendaire ce jour : l'heure du bilan



**Le consortium de lutte contre la désinformation et l'éducation aux médias exhorte le gouvernement à promouvoir et protéger l'espace civique en République centrafricaine**

**Guerre en Ukraine :  
« Sans le coup d'Etat de 2014,  
l'Ukraine vivrait en paix »**



**Avis de recrutement d'un officier de protection de l'enfance à la Fédération Centrafricaine de Football**

**Si tu veux la paix, prépare d'abord la vérité, la justice, miséricorde et la fraternité.**

**SOMMAIRE**

- ♦ Fin de la campagne référendaire : l'heure du bilan .....Page 2
- ♦ Média : communiqué de presse AMD LANOCA .....Page 3
- ♦ « Sans le coup d'Etat de 2014, l'Ukraine vivrait en paix ».....Pages 4,5 et 6
- ♦ Avis de recrutement d'un officier de protection de l'enfance à la Fédération Centrafricaine de Football .....Pages 7 et 8

**Fin de la campagne référendaire : l'heure du bilan**

La campagne référendaire lancée le 15 juillet dernier par le Président de la République, Faustin Archange Touadéra, prend fin ce vendredi 28 juillet à minuit. Un grand rassemblement est prévu aujourd'hui au complexe sportif Barthélemy Boganda, pour célébrer la fin de la campagne qui a duré 14 jours. L'heure du bilan a sonné avant d'aller aux urnes le dimanche 30 juillet.



Le directeur national de la campagne référendaire (DNC), l'honorable Evariste NGAMANA a animé une conférence hier jeudi 27 juillet, au siège de la direction nationale de la campagne référendaire logée dans l'un des bâtiments de la cité des chefs d'Etat à Bangui. Occasion pour le DNC de faire le bilan général de la campagne référendaire.

« Dans l'ensemble, la campagne s'est très bien déroulée tant à Bangui, en provinces qu'à l'extérieur du pays. Presque toutes les principales villes ont été sillonnées par l'équipe de la campagne à l'exemple de la région de l'Ouham et Ouham pendé, une partie du nord, à l'ouest et bien d'autres villes de la RCA », a précisé Evariste Ngamana. Certains avis de la population sur le projet de la nouvelle constitution ont été recueillis pour présenter au gouvernement afin d'améliorer le contenu du document. A cela s'ajoute des propositions d'amendements du projet de la nouvelle constitution de la République Centrafricaine au niveau du préambule, du titre premier chapitre 2,

Durant cette campagne, il y a eu l'implication des acteurs de la vie politique, la pleine implication des représentants des partis politiques de l'opposition qui ont fait preuve de patriotisme en adhérant à cet exercice démocratique. Les acteurs de la société civile et les leaders communautaires se sont aussi engagés

comme dans la campagne référendaire. Des conférences-débats ont été organisées sur plusieurs thèmes sur les espaces publics notamment à l'université de Bangui, au complexe sportif Barthélemy Boganda, à la radio et à la télévision nationale qui ont permis d'expliquer davantage les enjeux de la République Centrafricaine d'une nouvelle constitution qui prend en compte toutes les aspirations de la population.

Les incidents émaillés la campagne référendaire notamment l'arrestation à Bangui du porte-parole du parti Union pour le Renouveau Centrafricain (URCA), Serge Gbayombo. Il a été arrêté dans l'après-midi du lundi 24 juillet et libéré dans la soirée, après avoir été retenu quelques heures au Service d'investigations et de renseignements (SRI). Serge Gbayombo se trouvait à son domicile dans le 4<sup>e</sup> arrondissement de Bangui lorsque « des éléments de la garde présidentielle » se sont présentés dans l'après-midi du lundi 24 juillet pour l'arrêter. Il a été reproché à Serge Gbayombo son implication dans la campagne pour le boycott du référendum constitutionnel du 30 juillet prochain.

Le Parti national pour un Centrafrique nouveau (PNCN) s'est retiré de l'Union des forces démocratiques de l'opposition (UFD0), une coalition des partis politiques qui soutient le pouvoir. Le PNCN dans un communiqué de presse publié le 24 juillet dénonce un manque de transparence dans la gestion de l'UFD0. Pour conclure, les Centrafricains sont appelés aux urnes dimanche 30 juillet pour approuver ou non une nouvelle Constitution, soumise par le pouvoir à un référendum. Mais une opposition hétéroclite la conteste

Aubin Ndata

**LANOCA**  
LES AUTRES NOUVELLES DE CENTRAFRIQUE

journalanoca@gmail.com  
P.M.C./RIB : 37102775401-08

**Bulletin d'abonnement**

Identification de l'abonné  
Nom ou raison sociale : .....  
Profession ou activité : .....  
Téléphone : .....  
Email : .....

\*Merci de transcrire de manière lisible votre adresse électronique professionnelle et ou personnelle

Offres / Autres prestations	Souscrire à :	Prix unitaire HT
Abonnement 6 mois		50 000 XAF
Abonnement 1 an		100 000 XAF
Annonce à la dernière page (Page 6)		150 000 XAF
Annonce à l'intérieur du journal et ou en ligne		120 000 XAF / Page
Publi-reportage version papier		80 000 XAF / page
Publi-reportage en ligne		100 000 XAF
Publi-reportage grosse UNE et à la page 2 (article complet)		125 000 XAF

Pour confirmer votre abonnement, faites parvenir par virement ou chèque bancaire au compte de LANOCA (Banque Populaire Maroco-Centrafricaine - BPMC) RIB : 37102775401-08, le montant suivant : .....

Date : ..... signature + cachet

**LANOCA**

**Directeur de Publication et de rédaction**  
Arsène- Jonathan MOSSEAVO

**Secrétaire de rédaction**  
Steven LANZARAS

**Rédacteur**  
Diane Marème  
Katrine Vardysky  
Clem Patrick Gambe  
Husseini Mahamat Terence Gavenne

Hénoch Hector DOTIGUI  
**Point de Vente**  
Kiosque GEPPIC/ Centre-ville

**Distribution**  
Louis Maurice SER-VICE

**Infographie et PAO**  
Rachid Medhi Ahmed

**Imprimerie**  
Dauphin Royal

**JOURNAL LANOCA**  
Les Autres Nouvelles de Centrafrique



FEDERATION CENTRAFRICAINE DE FOOTBALL



MEMBRE DE LA FIFA  
MEMBRE DE LA CAF  
MEMBRE DE L'UNIFFAC

**AVIS DE RECRUTEMENT**

**PROFIL DE TRAVAIL D'UN OFFICIER (POINT FOCAL) DE PROTECTION DE L'ENFANCE A LA FEDERATION CENTRAFRICAINE DE FOOTBALL**

**Résumé du POSTE :**

L'un des points stratégiques du contrat d'objectif pour le Cycle du FORWARD 2023-2026 est la Protection de l'enfance. Protéger l'enfant s'inscrit dans les priorités de la Fédération Centrafricaine de Football qui s'est engagée résolument à développer les conditions d'un épanouissement global de l'enfant et du joueur.

C'est pour cette raison que le 7<sup>ème</sup> objectif pour ce cycle du FORWARD 3.0 consiste à un engagement de la FCF à : « Rendre l'environnement du football plus sûr en introduisant et en diffusant une politique visant à protéger les enfants et les adultes vulnérables contre toutes les formes de harcèlement et de violence ».

A cet effet la Fédération Centrafricaine de Football recherche pour emploi, deux cadres (02) de nationalité centrafricaine qui seront chargés d'assurer la protection de l'enfance, en l'occurrence un homme et une femme.

**TITRE DU POSTE : OFFICIER DE PROTECTION DE L'ENFANCE**

**I- PRINCIPALES TACHES :**

- Servir de point de contact central pour toutes les questions liées à la prévention.
- Se charger de toutes les questions liées à la prévention et à la protection des enfants.
- Se charger de la protection des jeunes, des femmes et hommes vulnérables, tant au sein de l'Association Membre que pendant des tournois.
- Promouvoir le bien être et veiller à ce que tous les acteurs du Football soient à l'abri des préjudices et des abus.
- Assurer la liaison et le suivi avec le responsable de la prévention des personnes du même sexe dans les écoles, les académies, les Centres de perfectionnements, les équipes nationales, les Clubs.
- Aider et documenter toutes les façons dont les enfants, les jeunes, les femmes et hommes vulnérables sont impliqués dans le jeu et dans les activités afférentes sur le terrain et en dehors.
- Mettre en œuvre des directives claires en matière de prévention vis-à-vis de toutes les formes d'abus au sein de l'Association (extorsion de fonds ; menaces ou harcèlements ; actions violentes individuelles ou en bande ; agitation à caractère ethnique, confessionnel ou racial).
- Organiser des formations et actions de sensibilisation en ligne et/ou en présentiel à l'attention de tous les responsables de sauvegarde et veiller à ce que le personnel ainsi que tous les dirigeants impliqués dans l'encadrement reçoivent régulièrement des renforcements de capacités et des formations continues sur la prévention.
- Rendre compte aux points focaux et à la Hiérarchie, de la prévention de l'Union zonale de la CAF lors de l'organisation ou des formation/ateliers sur le sauvegarde avec les parties prenantes concernées.
- Signaler sans délais et rendre compte, documents à l'appui, des mauvaises pratiques et violations du code de conduite à la Hiérarchie de l'Association, au responsable de la Prévention de l'Union Zonale (UNIFFAC) et/ou aux autorités de la CAF si nécessaire.

Siège social : Avenue des Martyrs (Derrière la Faculté des Sciences de la Santé) B.P. 344 BANGUI \* République Centrafricaine  
Tél. (236)21 61.95.45 - Fax (236) 61  
- E-mail : fedefoot60@yahoo.fr  
Comptes Bancaires : B.P.M.C. N° 000621-01 - CBCA : 241036-01 C - ECOBANK : 360 503974-01

**L'Eclaireur - Les réfugiés ukrainiens ont en Europe bénéficié d'un statut très protecteur, comparé notamment aux Syriens ou aux Afghans. Mais selon vous, c'est usurpé ?**

**Oleg Nesterenko** - C'est bien le cas. D'une part, le bloc "atlantiste" est directement responsable de l'exode des populations syriennes et afghanes – il faudrait un article à part pour énumérer les actions de "bienfaisance" commises par ce bloc contre ces pays et leurs désastreuses conséquences. Et je ne parle pas uniquement, par exemple, de l'acte d'agression de la Syrie lequel est juridiquement considéré en tant que crime d'agression, selon les points a, b, c et d du paragraphe 2 de l'article 8bis du Statut de Rome de la CPI tant chérie et mise en avant ces temps-ci par ceux qui la financent. Il faut remonter bien plus loin, notamment aux origines de la création de divers courants et structures, dont l'Etat islamique. Si nous sommes dans la logique de l'accueil des réfugiés venus de tous les horizons, alors, c'est bien ces deux populations qui ont le plus de légitimité pour en bénéficier, sans compter les Libyens, dont les sous-traitants des Etats-Unis ont anéanti l'avenir de leur pays.

*"Les réfugiés ukrainiens sont très loin d'être un bloc homogène"*

D'autre part, concernant les réfugiés ukrainiens, notamment en France, il y a ce que l'on connaît d'eux via les mass médias et il y a la réalité qui diffère grandement de la propagande. Les médias occidentaux présentent les Ukrainiens en tant qu'un groupe d'individus qui ont fui la guerre. C'est le narratif que l'on connaît. La réalité n'y correspond pas du tout.

Les réfugiés ukrainiens sont très loin d'être un bloc homogène. Il y a une très nette séparation entre les réfugiés venus de l'est et ceux venus de l'ouest du pays. Ceux de l'ouest du pays, territoires traditionnellement nationalistes, ont fui l'Ukraine, tandis que leur région ne se trouvait sous aucune réelle menace. Ils ne risquaient rien, ni au début de la guerre, ni aujourd'hui. Dès le second mois du conflit, il était déjà clair que la Russie n'était nullement intéressée par cette zone. L'ouest de l'Ukraine, ce n'est ni la Syrie, ni l'Irak. La réelle motivation du départ d'habitants de cette zone vers l'Europe n'est nullement humanitaire, mais économique.

Il faut savoir que depuis la chute de l'Union soviétique, les régions de l'ouest de l'Ukraine ont toujours vécu dans une grande pauvreté, à la limite de la misère : pratiquement toutes les richesses du pays sont concentrées à Kiev et à l'est de l'Ukraine. De 1991 au 2022, des millions d'Ukrainiens, majoritairement des régions mentionnées, sont partis travailler à

l'étranger. Il y a deux destinations pour ces travailleurs : la Russie et l'Union européenne. Vous l'ignorez certainement, mais même aujourd'hui il y a plus d'un million de travailleurs ukrainiens sur le sol russe. Et je ne vous parle que du chiffre officiel de ceux qui dispose d'un permis de travail officiel. Avec le marché du travail au noir on estime qu'il y a plus de 3 millions de citoyens ukrainiens travaillant en Russie. Le nombre traditionnellement très élevé de travailleurs illégaux ukrainiens est dû à la politique de tolérance à leur égard qui a toujours eu lieu en Russie : ils ne risquent pas grande chose étant arrêté.

D'autres sont partis travailler au noir dans l'Union européenne. Quand vous avez une personne d'un village qui part travailler vers l'Europe, à terme, c'est parfois la majorité de la population du village en âge de travailler qui suit son chemin, les uns après les autres. Dans sa majorité écrasante, les hommes travaillent dans le bâtiment et les femmes qui accompagnent leurs maris - en tant que femmes de ménage. Les hommes font surtout des "rotations", car la plupart du temps, leurs familles restent au pays. Et on parle ainsi de millions de personnes. Si parmi vos lecteurs, un grand nombre n'a jamais entendu parler de cela, sachez qu'en Ukraine il n'y pas une seule personne adulte dans tout le pays pour qui mes propos ne sont une banalité.

Avec le déclenchement de la guerre, un grand nombre de familles sont parties rejoindre leurs maris travaillant au noir dans l'Union européenne. Beaucoup d'autres ont vu une opportunité pour partir et changer de vie. En partant, beaucoup ont fait louer leurs biens immobiliers à des réfugiés de l'est du pays qui ne sont traditionnellement pas attirés par les richesses de l'Europe et préfèrent rester en Ukraine. Il y a un véritable scandale en Ukraine, dont vous n'allez jamais bien évidemment entendre parler, sur ses profiteurs de guerre qui n'ont jamais été en danger et qui sont partis toucher des allocations en Europe en louant à des prix exorbitants leurs biens à de vrais réfugiés, vu la demande qui a explosé et qui a fait démultiplier les prix dans le locatif. Ce ne sont nullement des cas isolés, mais une très grande pratique dans l'intégralité des régions de l'ouest du pays. Au point qu'aujourd'hui il y est impossible de trouver le moindre bien à louer qui ne soit au prix, tout au moins multiplié par deux, et même par cinq par endroit, par rapport à celui pratiqué avant la guerre.

En tout cas, ceux qui sont originaires de l'ouest de l'Ukraine et qui ne sont pas dans l'Union européenne pour des raisons économiques, sont déjà repartis chez eux

depuis un moment. Je suis formel.

En revanche, ceux qui sont originaires de l'est du pays, territoires traditionnellement pro-russes, ont fui un danger on ne peut plus réel. Parmi eux, ceux qui sont partis vers l'Europe sont ceux qui n'ont pas eu de moyens financiers pour rester à l'ouest de l'Ukraine qui est une zone d'une parfaite sécurité, mais où ils se font dépouiller par des locaux qui, par ailleurs, les détestent presque autant que les Russes. Et ce que les Européens ignorent, c'est que parmi ces vrais réfugiés beaucoup sont foncièrement pro-russes et haïssent le régime de Kiev et tout ce qu'il représente. S'ils ne sont pas partis vers la Russie, ce n'est dû qu'au fait qu'il n'était pas possible de traverser la ligne de front. Ils n'avaient qu'une possibilité de fuir : vers l'ouest.

En France, vous avez une part relativement importante de réfugiés ukrainiens qui sont parfaitement pro-russes, mais qui se taisent, car ils savent qu'il ne faut surtout pas que l'accueillant intoxiqué par sa propagande apprenne la vérité les concernant et les rejette pour des raisons politiques. Ce sont surtout des personnes âgées de plus de 45 ans, ceux qui ont reçu une éducation encore sous l'URSS. Ce ne sont nullement des nostalgiques du passé soviétique, loin de là. Ce sont juste ceux qui savent exactement ce qu'est la Russie et le monde russe, car ils y ont vécu.

**L'Eclaireur - On a une idée du nombre d'Ukrainiens qui ont fui l'Ukraine ?**

**Oleg Nesterenko** - Je ne dispose pas de chiffres précis mais on parle de millions qui sont partis vers l'Europe, dont plus de 100 000 vers la France. Il faut se rappeler que les frontières ont été fermées dès le mois de mars 2022, sans quoi la quasi-intégralité de la population masculine âgée de 18 à 60 ans aurait fui le pays et il ne resterait plus personne à envoyer à l'abattoir. Mais le pays qui a accueilli le plus de réfugiés, c'est bien la Russie. Il y a plus de 3,2 millions de personnes. Et parler des départs des habitants ukrainiens vers la Russie d'une manière forcée n'est que signe d'imbécilité et de déconnexion totale de la réalité.

**Source :** <https://eclaireur.substack.com/p/sans-le-coup-detat-de-2014-lukraine>

**A lire la 2<sup>e</sup> partie de cette interview au prochain numéro**

**Oleg Nesterenko**  
Président du Centre de Commerce & d'Industrie Européen  
Spécialiste de la Russie, de la CEI et de l'Afrique subsaharienne,  
Ancien directeur de l'MBA, professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris.



**Communiqué de presse N°001/07/2023**



Le 15 juillet 2023, le Président de la République, Faustin Archange TOUADERA, a lancé officiellement la campagne relative au référendum constitutionnel du 30 juillet. Ce temps est donné aux partis politiques de la majorité présidentielle, de l'opposition ainsi que les associations et groupes de soutien de s'exprimer librement sur les enjeux du projet de la nouvelle constitution de la République Centrafricaine.

Le Consortium de Lutte Contre la Désinformation et l'Education aux Médias (LCD-EDUC-MEDIAS) constate qu'avant et pendant la campagne référendaire, des messages de haine et d'incitation à la violence, menaces et désinformation circulent régulièrement sur les réseaux sociaux et certaines radios du pays.

La désinformation et les messages de haine ne favorisent pas la cohabitation pacifique entre les différents acteurs politiques. Ils créent la division, la méfiance, l'intolérance, la violence, etc.

A quelques jours de la fin de la campagne référendaire prévue pour ce 28 juillet et le vote du référendum constitutionnel le dimanche 30 juillet, le Consortium de Lutte Contre la Désinformation et l'Education aux Médias exhorte chaque partie à faire preuve de retenue et à cesser avec la publication des messages de haine sur les réseaux sociaux et autres canaux de communication.

Dans un pays démocratique, tout le monde ne regarde pas dans la même direction et dans le contexte d'une consultation électorale ou référendaire, il y a des **pour**, des **contres**, et aussi ceux qui s'**abstiennent**.

Par conséquent, le Consortium (LCD-EDUC-MEDIAS) demande au gouvernement de promouvoir et protéger l'espace civique en République Centrafricaine gage d'une démocratie participative.

Puisse le référendum constitutionnel du 30 juillet se dérouler dans le respect du code électoral et qu'il soit apaisé.

Ensemble, nous devons contrer la désinformation et les messages de haine dans la sphère publique.

Bangui, le 26 juillet 2023

Le coordonnateur

**Aristide Rocard MALEYO**

Déclaration du Consortium de Lutte Contre la Désinformation et d'Education aux Médias (LCD-EDUC-MEDIAS) suite aux messages de haine et d'incitation à la violence en Centrafrique en période référendaire en Centrafrique 26/07/2023-Actions Médias et Développement & Journal LANOCA

## « Sans le coup d'Etat de 2014, l'Ukraine vivrait en paix »

Interview d'Oleg Nesterenko, président du CCIE <http://c-cie.eu>, accordé à la publication "L'Eclaireur des Alpes".



**L'Eclaireur - Par-delà la responsabilité de Vladimir Poutine dans le déclenchement de la guerre, quelles sont les raisons qui ont poussé les Russes à intervenir militairement en Ukraine, et quelles en sont les causes profondes ?**

**Oleg Nesterenko** - En parlant des raisons qui ont poussé les Russes à intervenir militairement en Ukraine, les causes profondes et les éléments déclencheurs sont souvent confondus, surtout dans la presse occidentale. Les éléments déclencheurs, on les prend pour les causes. Quant aux causes, on n'en parle même pas ou on raconte un peu n'importe quoi. Il est important de les distinguer les unes des autres.

Il y a deux principaux éléments déclencheurs interdépendants. Le premier, c'est le coup d'état à Kiev en 2014. Sans ce renversement anticonstitutionnel du pouvoir, l'Ukraine vivrait aujourd'hui en paix. Sans ce coup d'état, dont on a des preuves tangibles que les États-Unis d'Amérique étaient derrière avec l'aide de leurs suppléants européens, il n'y aurait pas la guerre que nous vivons actuellement. Il est important de souligner qu'avant cet événement de 2014, ni la Crimée, ni la région du Donetsk, ni la région du Lougansk n'avaient la moindre intention de se séparer de l'Ukraine. En Crimée, je n'ai jamais entendu personne, ni parmi les simples habitants, ni parmi les hauts responsables dans les cercles fermés, parler de la possibilité ou nécessité de se séparer de l'Ukraine et de rejoindre la Russie. Il n'y avait aucune raison de le faire.

Et même plus tard, dans le cadre des accords de Minsk, l'idée de la séparation de l'Ukraine des régions de Lougansk et du Donetsk n'était nullement prévue, ni même soulevée. C'est le supplément de l'autonomie vis-à-vis du pouvoir central de Kiev qui était le sujet de l'accord, en commençant par l'autonomie linguistique : le droit des habitants de l'est de l'Ukraine de parler et d'utiliser leur langue natale, langue qu'ils souhaitent et non pas

celle imposée par le nouveau pouvoir portant une légitimité plus que discutable.

*" Les habitants des régions pro-russes ont été profondément traumatisés par ce qui s'est passé à Odessa "*

Le second point déclencheur de la guerre en Ukraine, c'est le massacre d'Odessa de 2014 dont en France on ne parle pas beaucoup. La propagande locale cherche à occulter ce fait major. Il est beaucoup trop gênant.

Quand le coup d'Etat a eu lieu à Kiev et que les ultra-nationalistes, soutenus directement par les États-Unis, sont arrivés au pouvoir, les parties de l'Ukraine qui sont russophones et traditionnellement pro-russes - les régions du Donbass, la Crimée, l'Odessa, Nikolaïev, Kharkov russophones - se sont soulevées.

Et quand les extrémistes sont venus à Odessa pour réprimer les manifestations parfaitement pacifiques des habitants, ils sont venus armés pour tuer. Officiellement, il y a eu 48 morts. Réellement - certainement davantage. Et cela n'était pas des morts abstraits, victimes d'un accident quelconque. Ce sont les habitants d'Odessa qui ont été massacrés par des ultranationalistes et néo-nazis venus des régions de l'ouest de l'Ukraine traditionnellement russophobe. Et ces habitants ont été massacrés avec une énorme sauvagerie (violés et, ensuite, étranglés, brûlés vifs, ...) pour leur refus d'accepter le nouveau pouvoir qui n'a jamais été élu par personne. Les habitants des régions pro-russes ont été profondément traumatisés par cette tuerie, davantage même que par les événements à Kiev, car, cette fois-ci, cela s'est passé chez eux et pouvait se reproduire à n'importe quel moment. J'étais en Crimée en 2014 et je me souviens parfaitement des habitants disant "c'est totalement exclu que ces dégénérés viennent chez nous".

Bien que la quasi-intégralité des auteurs du massacre d'Odessa soit parfaitement connue - il y a une grande quantité de témoignages, des photos et des vidéos avec les visages non dissimulés des participants à la tuerie - pas un seul n'a pas été ni arrêté, ni même inquiété par le nouveau pouvoir ukrainien. Ceci est le début, le fondement de la nouvelle « démocratie » ukrainienne tant admirée par des masses crédules et manipulés en Occident.

Ainsi, après les proclamations d'indépendance des régions de la Crimée et du Donbass vis-à-vis de l'Ukraine qui ont été facile à réaliser, vu qu'au moins les trois-quarts des populations

concernées étaient farouchement opposés au nouveau pouvoir qui s'est fait installer à Kiev - les événements à Odessa n'ont fait que reconfermer le bienfondé de la séparation.

**L'Eclaireur - Comment expliquer l'immixtion des États-Unis et de l'Union européenne dans des affaires qui auraient pu rester somme toutes régionales ?**

**Oleg Nesterenko** - Parce que les vraies causes profondes de ce conflit sont toutes autres. Ces vraies raisons, il faut aller les chercher du côté des États-Unis. Il faut même oublier l'Ukraine parce qu'en fait, elle n'y est pas pour grand-chose. Ce ne sont pas les Ukrainiens qui ont décidé ou décidé de quoi que ce soit. Ils sont juste des exécutants et des victimes dans un grand jeu qui les dépasse grandement.

Avant de parler des vraies causes profondes de ce conflit et du rôle sous-jacent de l'occident collectif, il est important de dire quelques mots sur le rôle de la base navale russe en Crimée, à Sébastopol. Le rôle non pas dans le cadre des événements du février 2022, mais de mars 2014.

On a beaucoup parlé de Moscou qui avait l'intention de protéger les populations russes et pro-russes. C'est vrai. C'est une raison humaine. Mais, géopolitiquement, la raison clé de la reprise de la Crimée était la base navale de Sébastopol. La base navale de Sébastopol est un élément stratégique pour la défense de la Fédération de Russie. Celui qui contrôle la base navale de Sébastopol contrôle la mer Noire. C'est aussi simple que cela. Pour le Kremlin, il était donc inconcevable que les Russes qui s'y trouvent depuis toujours, et non pas que depuis 1991, soient chassés et qu'à leur place il y ait des navires de l'Otan et que les États-Unis s'y installent. Car c'était bien le projet occidental.

**L'Eclaireur - Ce port représente-t-il une quelconque stratégie pour l'Ukraine ?**

**Oleg Nesterenko** - La base navale de Sébastopol n'a aucune valeur stratégique, voir existentielle pour l'Ukraine. L'Ukraine n'a jamais été et ne le sera jamais une puissance navale. Les forces navales ukrainiennes aujourd'hui sont, tout simplement, inexistantes. Sans parler que la présence des Russes n'était pas gratuite. La Russie payait chaque année la location du port. C'était donc plutôt bénéfique

Suite la page 5

pour Kiev de louer la base aux Russes. En revanche, pour l'Otan, c'est un point plus que stratégique. La prise du port de Sébastopol aurait vraiment été une grande victoire géopolitique. Pour Moscou, c'était donc un élément existentiel de ne jamais permettre l'accès à des forces ennemies à la base de Sébastopol.

Après l'entrée en 1952 de la Turquie dans l'OTAN et, ensuite, l'absorption de la Roumanie et de la Bulgarie en 2004, la géostratégie de l'alliance atlantique était et est toujours d'absorber l'Ukraine et la Géorgie en claustrant les forces navales russes dans le port de Novorossiysk - seule base navale restante en eaux profondes, et, ainsi, faisant de la mer Noire la mer interne de l'OTAN.

Malgré les mensonges répétés au fil des années, c'est exactement cela qui a été projeté et dont l'unique cible était bien la Russie. Et ceci même depuis les années 1990 quand les relations Russie-occident étaient à leur plus haut niveau depuis 1944 ; à l'époque, le pouvoir de Moscou était encore très ouvert et trop naïf vis-à-vis des intentions de l'occident collectif américano-centrique.

**L'Eclaireur - L'Ukraine ne serait donc qu'un pion et l'Europe une sorte d'échiquier ?**

**Oleg Nesterenko** - Malheureusement, c'est exactement le cas. Et les responsables à Kiev sont parfaitement au courant de la situation. Je ne crois pas une seule seconde que Zelensky et son entourage ne soient pas conscients du rôle réel qui est le leur.

Pour revenir aux raisons profondes de la guerre en Ukraine, il n'y a pas une, mais trois raisons clés. C'est, d'une part, la volonté de continuation de la domination mondiale par le système monétaire américain, donc le dollar. La guerre en Ukraine, c'est, avant tout, la guerre de la monnaie américaine (à suivre dans notre second volet).

La deuxième raison, c'est la réduction maximale des relations économiques entre la Russie et l'Union Européenne. Ce n'est pas la Russie, mais l'Union Européenne qui est le concurrent majeur des États-Unis sur le marché mondial. Diminuer la compétitivité des européens en les privant d'un des éléments majeurs de la régulation du coût de revient de leur production industrielle qui est l'énergie russe bon marché était l'un des éléments clés de la politique étrangère américaine.

La troisième raison, c'est la volonté de l'affaiblissement significatif de la Russie et donc de ses capacités d'intervention vis-à-vis du futur conflit majeur qui aura inévitablement lieu entre les États-Unis et la Chine et dont la Russie est « la base arrière » énergétique et alimentaire de cette dernière. Quand la phase active des hostilités sino-américaines verra le jour, sans la Russie derrière, l'économie de la Chine sera condamnée.

**L'Eclaireur - Comment expliquer que les Américains n'aient pas essayé (s'ils n'ont pas essayé) de déstabiliser la Russie en interne comme ils l'ont fait en Ukraine ?**

**Oleg Nesterenko** - Ce mode opératoire fait partie de leur doctrine. En Ukraine ils ont réussi, mais il ne faut pas oublier qu'aparavant, ils ont déjà fait exactement la même chose en Géorgie, en 2003, où ils ont parfaitement réussi le coup, et ont essayé de reproduire le même scénario et en Biélorussie et au Kazakhstan, entre autres. Cela n'a pas marché en grande partie grâce aux soutiens de la Russie aux pays visés.

Bien évidemment qu'ils ont essayé de déstabiliser la Russie de l'intérieur. Et, de leur point de vue, ils ont parfaitement raison de le faire, car la seule et unique possibilité de faire effondrer la Russie, c'est de l'intérieur. Non seulement ils l'ont essayé, mais ils continuent d'essayer. Sauf que le mode opératoire de l'adversaire est parfaitement connu et les structures de la sécurité interne du pays sont bien adaptées pour lutter contre la menace.

La Russie n'est pas la Géorgie, et encore moins l'Ukraine, compte tenu de sa puissance et de ses structures politiques très largement soutenues par la population. La Russie est beaucoup plus stable.

**L'Eclaireur - La Russie n'a-t-elle pas néanmoins sous-estimé la capacité de résistance des Ukrainiens ?**

**Oleg Nesterenko** - Rappelez-vous les expertises, sérieuses, qui ont été faites sur la capacité de l'Ukraine à maintenir la résistance contre la Russie. A l'époque, juste avant le déclenchement, il était estimé que l'Ukraine ne pouvait tenir qu'un temps très limité face à la Russie.

Contrairement aux informations développées dans les mass médias occidentaux et malgré les événements que l'on observe sur le terrain depuis plus d'un an, j'aimerais souligner que ces experts qui ont prévu que l'Ukraine ne pourrait résister qu'un temps limité n'ont eu nullement tort. Ils ne se sont nullement trompés dans leurs prévisions.

Mes paroles peuvent paraître étonnantes vis-à-vis de ce qu'on observe depuis plus d'un an. Pourtant il n'y a pas à s'étonner. Il ne faut jamais oublier que le déclenchement de la phase active des hostilités a eu lieu fin février 2022 et que déjà fin mars 2022, il y a eu des pourparlers à Istanbul entre l'Ukraine et la Russie. Pour quelles raisons une partie qui se sent forte et qui sait qu'elle a encore des capacités considérables de résistance se mettrait-elle autour d'une table de négociations pour convenir d'une forme de reddition ? Ça n'arrive jamais ainsi. Les Ukrainiens se sont mis autour d'une table de négociation étant conscients que leurs capacités de résistance étaient très limitées.

*"L'Ukraine s'est vue ouvrir une gigantesque ligne de crédit partiellement payable en armement. En contrepartie, l'Ukraine devait s'engager à ne pas conclure de cessez-le feu avec la Russie et fournir la chair à canon."*

A Istanbul, quand les deux parties ont trouvé un consensus sur la majorité d'éléments clés de l'accord sur l'arrêt des hostilités, quand ils ont été pratiquement à un pas de la ratification du document de l'accord de paix, il y a eu un virage à 180 degrés du côté ukrainien. Pourquoi ? Il ne faut pas avoir une grande expérience dans le monde des affaires pour savoir : dans le cadre de négociations, quand une des deux parties fait volte-face du jour au lendemain, cela ne signifie qu'une seule chose - que cette partie a eu une contre-proposition de la part des concurrents de ceux qui sont en face d'elle. C'est comme cela que cela se passe dans le monde des affaires. Dans la politique c'est pareil.

Si l'Ukraine a pu se permettre le luxe de faire une croix sur l'accord de paix, c'est tout simplement qu'elle a reçu une contre-proposition. Et cette contre-proposition ne pouvait venir que du camp occidental. Les événements qui ont suivi ont dévoilé les éléments de cette proposition : l'Ukraine a reçu une proposition pour l'ouverture d'une gigantesque ligne de crédit partiellement payable en armement. En contrepartie, l'Ukraine devait s'engager à s'interdire de conclure un accord d'arrêt de guerre face à la Russie et fournir « la main d'œuvre » combattante. C'était ça l'accord.

Afin de répondre au second engagement de Kiev, les frontières nationales de l'Ukraine pour sortir du pays ont été fermées. En France, on n'en parle pas beaucoup - car c'est une vérité trop gênante - mais au début de la guerre il y a eu un gigantesque exode des populations des territoires de l'Ukraine, notamment de la population masculine. Les hommes savaient que s'ils ne partaient pas, ils seraient envoyés à la tuerie. Quand on parle à la télévision occidentale de l'héroïsme ukrainien, ça me fait sourire sachant parfaitement que le pays se serait vidé des futurs combattant en un temps très réduit si les frontières n'étaient pas interdites de passage. Entre parenthèses, il faut savoir que pour quitter l'Ukraine depuis la fermeture des frontières et encore aujourd'hui, il faut déboursier un pot de vin aux fonctionnaires de la douane ukrainienne qui va de 7 à 10 000 dollars américains. C'est pour dire que pratiquement aucun riche ukrainien ne combat pas en Ukraine. Mourir aujourd'hui en Ukraine - c'est le sort des pauvres. Cette information provient directement de nombreuses personnes qui l'ont payé pour quitter le pays et que je connais personnellement.

Suite à la page 6